

Déclaration du Collectif national des 200

Le Non est le choix de la France, il faut respecter le vote des citoyens !

Le rejet par les citoyens français du projet de traité constitutionnel est une bonne nouvelle pour l'Europe. C'est un vote populaire antilibéral et européen qui a mobilisé l'essentiel des forces vives du pays. C'est un vote de solidarité avec les peuples européens. Nous rejetons avec indignation les accusations de xénophobie et de replis sur soi qui sont une insulte au suffrage universel. C'est un vote de gauche, d'exigence sociale, démocratique, environnementale, de paix, de rejet des politiques libérales en France et en Europe. Le Non de gauche est majoritaire dans le Non. Le Non est majoritaire à gauche. Le Non de gauche, pro-européen, fait reculer la droite extrême. C'est un vote porteur d'espoir pour une Europe solidaire.

Le Non de gauche a imposé un débat imprévu et organisé l'intervention populaire sur la question de l'Europe. C'est un formidable acte de citoyenneté républicaine ; il s'agit maintenant de donner du sens à la citoyenneté européenne.

La victoire du Non de gauche est à mettre à l'actif de toutes les forces qui y ont contribué ; elle est le fruit de la dynamique unitaire qui s'est amplifiée tout au long de la campagne et d'une formidable mobilisation de terrain et de conviction menée par les centaines de collectifs unitaires qui se sont constitués. Merci et bravo à toutes celles et tous ceux qui ont pris leur part de ce bien commun. C'est une première victoire qui en appelle d'autres.

Aujourd'hui, les dirigeants français et européens prétendent que le Non français ne doit pas arrêter le processus de ratification de la Constitution européenne. La nomination du gouvernement Villepin et ses premières déclarations montrent que le président de la République refuse d'écouter les exigences de la majorité des électeurs. Nous dénonçons ce nouveau mépris du peuple et de la démocratie. S'il est légitime que les autres peuples s'expriment, ce Traité est juridiquement et politiquement mort. Il doit être retiré et une nouvelle discussion doit s'ouvrir au grand jour et sous l'autorité des peuples sur les politiques économiques et sociales et sur les institutions de l'Europe.

Les collectifs unitaires qui ont été l'artisan de cette victoire discutent actuellement de leur maintien et de leur élargissement. Leur action doit se poursuivre contre les offensives libérales, qu'elles soient internationales, européennes ou nationales.

C'est nécessaire en France, par exemple contre la privatisation d'EDF et de GDF, la fermeture des bureaux de poste, l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire, la transposition des directives de libéralisation des services publics, la remise en cause des droits des chômeurs dans le plan Borloo, les licenciements collectifs, les projets de démantèlement du Code du Travail, etc.

C'est nécessaire en Europe. Le Conseil européen se réunira les 16 et 17 juin à Bruxelles. Le choix de notre peuple doit y être respecté. Des mesures immédiates doivent être décidées de remise en cause des politiques libérales qui viennent d'être rejetées : retrait de la directive Bolkestein et des autres directives libérales, annulation des mesures de libéralisation des services publics, mesures de solidarité et de convergence sociale et fiscale permettant de lutter

contre le dumping social et les délocalisations, remise à plat de la politique agricole commune alignée sur l'OMC, révision du statut et des missions de la Banque Centrale Européenne et remise en cause du Pacte de stabilité monétaire, annulation de la dette des pays pauvres.

Pour cela, nous appelons à participer aux délégations qui se rendront à Bruxelles et à organiser une journée nationale de mobilisation le 16 juin à l'occasion de la réunion de ce Conseil européen, avec notamment une initiative à Paris.

Dans le même temps, nous travaillerons à renforcer le débat dans toute l'Europe, notamment dans les pays européens où il a été interdit ou escamoté. Le Non français, fondé sur la volonté d'une autre Europe n'est pas isolé. Il n'y a pas un "problème français", mais un problème de tous les peuples avec le libéralisme. Le vote aux Pays-Bas le confirme. Des contacts existent, des déclarations et des appels européens en soutien au Non français ont été publiés. Nous affirmons notre volonté de contribuer à donner une nouvelle dimension à cette solidarité européenne en construction.

Nous avançons l'idée d'une première réunion de travail, le 24 juin à Paris, de toutes les forces européennes qui partagent les mêmes objectifs.

Nous invitons les collectifs à tenir de larges réunions publiques — ouvertes à toutes celles et tous ceux qui veulent agir pour une Europe solidaire et combattre les politiques de démantèlement social — où seront débattues l'appréciation de la situation ouverte par le vote du 29 mai et des propositions pour une autre Europe et pour une alternative au libéralisme.

Nous proposons aux collectifs qui le souhaitent une rencontre de travail, d'échange d'expériences, de bilans et de perspectives le 25 juin à Paris.

Paris le 2 juin 2005